

Notes pour une allocution
du ministre responsable
des Affaires intergouvernementales canadiennes,
des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne,
de la Réforme des institutions démocratiques
et de l'Accès à l'information,
monsieur Benoît Pelletier

À l'occasion du dépôt d'une motion concernant les excuses
du gouvernement fédéral présentées aux Autochtones

Assemblée nationale

Le 12 juin 2008

Hier [le 11 juin], à la Chambre des communes, le gouvernement du Canada a présenté des excuses officielles aux Autochtones. Il voulait ainsi réparer le tort causé aux élèves qui ont subi des sévices graves, alors qu'ils fréquentaient des pensionnats financés par le gouvernement fédéral.

L'objectif avoué était de faciliter leur scolarisation, mais, de toute évidence, le moyen a été très mal choisi. Au-delà de 150 000 enfants ont ainsi été arrachés à leur famille un peu partout au Canada. Contre leur gré, ils ont été coupés pendant de longs mois, voire des années, de tout contact avec leur communauté. Placés dans des institutions religieuses, ils ont été forcés de renier leurs valeurs et d'abandonner leur culture. Ils ont malheureusement rencontré de nombreux écueils sur ce parcours qu'ils n'avaient pas choisi. Toute leur vie, ils ont porté le poids de cette brutale déchirure.

Le gouvernement fédéral a admis que cette façon de faire, qui visait l'assimilation des Autochtones, était erronée.

Les souffrances vécues par ces enfants ne seront jamais effacées ni oubliées, mais les excuses officielles viennent mettre un certain baume sur les plaies. Il a fallu plusieurs années pour passer aux actes, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Grâce au geste posé par le gouvernement fédéral, nous franchissons une étape importante. Je veux qu'aujourd'hui cette Assemblée s'associe à cette démarche et qu'elle profite de cette occasion pour exprimer sa plus profonde compassion aux victimes de ce triste épisode de notre histoire.

Je considère que les Autochtones ont fait preuve de courage. Ils ont redressé l'échine et ont continué de travailler à l'épanouissement de leurs communautés. Ils ont réussi, en s'affirmant collectivement, à préserver leurs valeurs identitaires,

malgré les embûches imposées à plusieurs générations de jeunes. Parce que, hélas, il faut le dire, ce drame a duré pendant près de cent ans. Or, la jeunesse, c'est ce qu'un peuple a de plus précieux.

En déposant cette motion à l'Assemblée nationale, je cherche moi aussi à contribuer à redonner à ces hommes et à ces femmes la dignité et la fierté nécessaires à leur guérison. J'ai le sentiment qu'en adoptant la présente motion, nous allégeons quelque peu le fardeau qu'ils portent depuis trop longtemps.

Par-dessus tout, je voudrais que ces excuses marquent le début d'une réconciliation depuis longtemps attendue. À mon avis, cet événement représente une importante étape dans l'écriture de l'histoire commune des nations qui peuplent le Canada.

Ce geste humain nous amène ensemble à réfléchir sur cette période sombre de l'histoire canadienne. Je souhaite de tout cœur qu'il nous permette de réaffirmer les valeurs qui nous unissent, qu'il nous incite à travailler pour que ces injustices ne se reproduisent plus jamais. Je souhaite aussi que l'admission des torts causés aux peuples autochtones atténue les tensions qui perdurent.

On dit que l'on apprend de nos erreurs. Je pense que la cérémonie d'hier, à la Chambre des communes, et la motion que je présente aujourd'hui nous sensibilisent davantage aux préoccupations des nations autochtones et nous permettent d'espérer le début d'un temps nouveau.

